



**HAL**  
open science

**Claire Visier (Dir.) La Turquie D'Erdoğan : avec ou sans  
l'Europe? Rennes, Presses universitaires de Rennes,  
2017,  
Théotime Chabre**

► **To cite this version:**

Théotime Chabre. Claire Visier (Dir.) La Turquie D'Erdoğan : avec ou sans l'Europe? Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017,. Critique Internationale, 2019, 10.3917/cii.083.0205 . hal-02529797

**HAL Id: hal-02529797**

**<https://hal.science/hal-02529797>**

Submitted on 2 Apr 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Claire Visier (Dir.) La Turquie d'Erdo■an : avec ou sans l'Europe ?

Théotime Chabre

Aix Marseille Univ, CNRS, LAMES, Aix-en-Provence, France



Laboratoire méditerranéen de sociologie  
UMR 7305 - Aix Marseille Université - CNRS  
Maison méditerranéenne des sciences de l'homme  
5 rue du Château de l'Horloge, BP 647  
13094 Aix-en-Provence  
<http://lames.cnrs.fr>

CLAIRE VISIER (DIR.) **LA TURQUIE D'ERDOĞAN : AVEC OU SANS L'EUROPE ?** RENNES, PRESSES UNIVERSITAIRES DE RENNES, 2017, 277 PAGES

Théotime Chabre

Presses de Sciences Po | « Critique internationale »

2019/2 N° 83 | pages 205 à 208

ISSN 1290-7839

ISBN 9782724635829

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2019-2-page-205.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

CLAIRE VISIER (dir.)

***La Turquie d'Erdoğan : avec ou sans l'Europe ?***

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017,

277 pages.

par Théotime Chabre

L'ouvrage collectif dirigé par Claire Visier nous ramène à une époque, qui semble déjà lointaine, où la perspective d'adhésion de la Turquie était débattue sérieusement dans les chancelleries européennes. Depuis, la mise en place d'un

régime présidentiel accusé d'autoritarisme, à la suite du coup d'État manqué de 2016, semble avoir clos le débat : le processus d'adhésion, s'il n'est pas officiellement enterré, est, au mieux, moribond. Pourtant, et bien que saturé de controverses depuis son ouverture en 2005, il n'a jamais cessé de nourrir la relation entre la Turquie et l'Union européenne.

Claire Visier propose justement un nouvel éclairage sur cette relation. Pour cela, elle a réuni des politistes aguerries et de jeunes chercheuses autour d'un objectif commun : repenser le processus d'adhésion européenne à l'aune de l'exemple turc et, ce faisant, repenser la fabrique de l'action publique turque sous l'AKP.

Dans une première partie, les auteures adoptent un positionnement critique face à la littérature développée au cours des années 2000 pour rendre compte des réformes mises en œuvre par les États candidats à l'adhésion (introduction et chap. 1). Elles visent en particulier les analyses qui adoptent une définition normative de l'europanisation se référant principalement à l'approche par la conditionnalité (p. 19). Cela leur permet, dans une seconde partie, de proposer de repenser les réformes mises en places sous l'AKP en les replaçant au sein de configurations d'acteurs multiples, dans un espace mondial et dans un cadre temporel élargi (chap. 2 à 5 et conclusion).

La critique de la notion d'eupéanisation pointe la « confusion » provoquée par le fait d'associer mécaniquement « processus d'adhésion à l'UE, libéralisation économique et démocratisation » (p. 35). Cette notion supposerait un ensemble de normes et de pratiques, considérées comme un tout cohérent, standardisé et prêt à l'emploi. La critique de l'approche par la conditionnalité, popularisée par Frank Schimmelfennig et Ulrich Sedelmeier<sup>1</sup>, porte sur un autre point : le fait de placer la Commission européenne comme initiatrice principale des réformes, les États candidats n'ayant qu'un rôle restreint de résistance (*veto player*) ou de facilitation. Dans le cas de la Turquie, l'usage combiné de ces deux notions aboutit à une double conclusion : d'une part, les réformes conduites au démarrage du processus d'adhésion ont démontré le volontarisme initial d'un AKP qui cherchait à consolider son pouvoir dans un contexte politique « particulièrement hostile » (p. 24), d'autre part, sa consolidation étant en voie d'achèvement à partir de la seconde moitié des années 2000, le régime s'est progressivement désengagé du processus, et ce désengagement s'est traduit par l'augmentation des atteintes aux libertés individuelles.

Les auteures ne cherchent pas à nier les effets du processus d'adhésion sur la fabrique de l'action publique des pays candidats. Elles cherchent plutôt à remettre en cause une lecture « monocausale » qui fait de ce processus la « variable extérieure principale ayant contribué à débloquer ces réformes » (p. 137). Elles montrent notamment que la chronologie des négociations ne répondait pas nécessairement au rythme des réformes et que la perspective d'adhésion a continué d'être investie bien après 2005 dans la production de l'action publique du gouvernement de l'AKP. Enfin, en adoptant une approche « mesopolitique » (p. 15), elles décrivent l'investissement évolutif d'acteurs externes au processus d'adhésion, et ce à différentes échelles : organisations internationales, bailleurs de fonds internationaux, hauts fonctionnaires, experts européens, milieux d'affaires et militaires ou encore organisations syndicales.

Elen Le Chêne part de la constitution d'une « politique migratoire », impensé de l'action publique turque pré-2005 en tant que secteur cohérent (p. 57), pour montrer la capacité de définition, de traduction et de hiérarchisation des normes et pratiques dont ont fait preuve les fonctionnaires, issus de différentes administrations, alors en charge de la conception et de l'application de la réforme. L'analyse, pratiquée sur le temps long, permet de comprendre ce que les écarts entre la politique mise en place en 2016 et les injonctions européennes doivent aux reconfigurations des rapports de pouvoir au sein de l'administration turque. L'auteure insiste sur la civilianisation de l'administration, qui se matérialise par une baisse d'influence de l'armée, phénomène observé par l'ensemble des auteures,

1. Frank Schimmelfennig, Ulrich Sedelmeier, « Governance by Conditionality: EU Rule Transfer to the Candidate Countries of Central and Eastern Europe », *Journal of European Public Policy*, 11 (4), 2004, p. 661-679.

et par le rôle grandissant des experts internationaux dans la mise en œuvre des réformes.

Élise Massicard montre comment le cadrage « mou » de l'acquis des réformes territoriales (p. 103) a permis d'attribuer *a posteriori* le label « européen » à des mesures qui étaient le résultat de tentatives plus ou moins abouties visant à standardiser des initiatives locales entamées au cours des années 1990, sur fond de diffusion internationale du *New Public Management*. S'il a eu un effet indéniable sur la mise en place des agences de développement régionales, le processus d'adhésion n'a pas impulsé de réforme territoriale et ne permet pas de rendre compte, à lui seul, des configurations d'acteurs qui s'en sont emparés.

L'analyse des privatisations permet à Anouck Corte-Real Pinto de montrer en quoi le processus d'adhésion a contribué de manière indirecte aux réformes de l'action publique turque. Certes, les privatisations ne font pas partie des réformes proposées dans le cadre des négociations, mais l'ancrage européen possède la vertu d'accroître la confiance des investisseurs étrangers tout en favorisant l'adhésion progressive des élites turques et de l'armée aux normes néolibérales. Les privatisations semblent avoir bénéficié au départ à l'armée et à la « haute bourgeoisie turque » liée au syndicat patronal *Tüsiad*. Cependant, les critiques ont rapidement pesé sur la gestion des entreprises privatisées par les militaires. L'AKP en a profité pour renforcer son contrôle sur le processus de privatisation et consolider son assise auprès d'une nouvelle élite économique, rassemblée autour du syndicat patronal *Müsiad*.

Claire Visier et İşil Erdiñç s'intéressent à la notion de l'acquis communautaire du « dialogue social » (p. 187). Son importation a été l'occasion d'une délégitimisation de la lutte pour les droits sociaux, qui a permis au gouvernement de renforcer son pouvoir en marginalisant les syndicats les plus contestataires et en substituant au principe de participation un principe de consultation.

Les contributions se font écho pour montrer comment non seulement l'ancrage européen qu'a projeté le processus d'adhésion, mais aussi les ressources financières mises à disposition des autorités turques et les normes qu'il a contribué à diffuser ont favorisé l'apparition de nouvelles configurations d'acteurs. Les auteures s'accordent à souligner l'ambiguïté d'un processus d'adhésion qui se voulait prescriptif, mais qui a laissé de vastes marges de manœuvre aux acteurs locaux pour définir les modalités selon lesquelles les réformes allaient être mises en place. La force de l'ouvrage réside également dans le pari réussi de nous parler de la Turquie à travers l'Europe sans essentialiser la gouvernance de l'AKP. L'accent mis sur les reconfigurations locales permet de nuancer la vision d'un parti autoritaire qui aurait émergé d'une rupture brutale et nette. Plutôt qu'un agenda caché déroulé stratégiquement, la démonstration générale décline une suite de réajustements tactiques, prenant la forme de tâtonnements faiblement articulés entre des acteurs

dont les alliances changent rapidement. La consolidation *in fine* du pouvoir de l'AKP est indéniable, mais elle n'est pas le résultat d'une planification déguisée en engagement de dupe dans le processus d'adhésion.

Quelques points nuisent pourtant à l'articulation de l'ensemble. Le lecteur perd parfois de vue le débat relatif à l'europanisation pourtant présenté comme l'un des fils rouges de l'ouvrage dans la première partie. Or c'est clairement l'analyse de l'action publique turque qui en constitue la chair. Faut-il y voir le choix de « normaliser » l'élément européen, de le présenter comme un facteur parmi d'autres de l'intégration de l'action publique turque dans des circulations internationales croissantes ? Est-ce – également – le résultat d'une contingence liée à l'évolution du projet de recherche, dont la mention aurait mérité plus de développements qu'une note de bas de page (p. 15) ? Notons enfin que l'ouvrage est destiné à un public très informé. La double volonté de tenir la littérature sur l'europanisation et de proposer une lecture très fine des dynamiques propres à l'action publique turque peut rendre la compréhension difficile pour les lecteurs et chercheurs initiés uniquement à l'une ou à l'autre.

*La Turquie d'Erdoğan* n'en demeure pas moins un ouvrage à lire, tant ses auteures refusent de s'abandonner à une vision centraliste de l'action publique turque. En cela, cette étude s'inscrit dans la lignée des travaux engagés au cours des ANR Transtur et Transfaire et notamment de l'ouvrage *L'art de l'État en Turquie*<sup>2</sup>. Elle constitue une base solide pour les chercheurs qui voudront, dans le futur, analyser de manière critique la rupture affichée par le régime turc depuis le coup d'État manqué de 2016. ■

**Théotime Chabre** est doctorant en sciences politiques et en sociologie à Aix-Marseille Université (Laboratoire méditerranéen de sociologie, LAMES), rattaché au Centre de recherches internationales (CERI, Paris). Il travaille actuellement sur des questions de migrations et de production des savoirs en Turquie et à Chypre. Il a également travaillé sur les pratiques des imams d'origine turque en France dans le cadre d'un projet collectif au sein du CHERPA (IEP Aix-en-Provence) et participe au collectif de chercheurs Noria. Il est l'auteur de « Produire une cause victimaire dans un espace de post-conflit : le traitement de la disparition au sein de la communauté turque-chypriote », *Cahiers balkaniques* (à paraître) et de « Statuts, trajectoires et pratiques quotidiennes des imams d'origine turque en France au sein des fédérations DITIB et CIMG », dans l'ouvrage collectif *L'imam dans la cité séculière* (à paraître aux Presses universitaires de Rennes).

theo.time.chabre@sciencespo.fr

2. Marc Aymes, Benjamin Gourisse, Élise Massicard, *L'art de l'État en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*, Paris, Karthala, 2014.